

Guichaoua : "le refus du 3^e mandat ne suffit pas à expliquer l'ampleur des protestations"

RFI, 11-06-2015 «La crise burundaise renvoie à des frustrations économiques, sociales et politiques» Le chercheur français André Guichaoua, professeur de l'Université Paris 1 (Panthéon Sorbonne), spécialiste des Grands Lacs et ténor du bureau du procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda, vient de passer deux semaines au Burundi. Il s'est entretenu avec les différents acteurs de la crise à Bujumbura. Quelques jours après son retour, il livre à RFI sa lecture de la crise qui traverse actuellement le Burundi.

Le refus d'une candidature à un troisième mandat du Président Pierre Nkurunziza suffit-il à expliquer la nature de la contestation ? Malgré l'absence d'avancées politiques significatives et une répression, l'opposition ne désarme toujours pas. Elle sait pourtant que la mobilisation devient de plus en plus difficile à organiser. Il devient aussi évident que le refus du 3^e mandat du Président Nkurunziza ne suffit pas à expliquer l'ampleur des protestations, l'endurance des contestataires et les graves risques qu'ils prennent. La crise burundaise renvoie à des frustrations économiques, sociales et politiques bien plus profondes que l'opposition à la décision présidentielle. Elle en cause les cadres et l'appareil militant de l'ex-rébellion du CNDD-FDD qui, après avoir combattu pendant dix ans, gouverne le pays pendant dix autres années au cours desquelles ils se sont assurés un contrôle sans partage du pouvoir politique et du cadre économique. Vingt ans se sont écoulés. Face à eux, les contestataires sont justement les jeunes de cet âge qui n'ont plus de passé commun avec les générations de la guerre ou de la résistance aux rébellions militaires, et plus largement tous ceux qui veulent s'émanciper de ce passé pour se projeter dans leur propre avenir. Plus précisément, les jeunes qui ont fourni l'essentiel des contingents de manifestants sont les jeunes chômeurs, les travailleurs précaires, les jeunes ruraux désœuvrés en quête d'espoir en ville, mais aussi la majorité des étudiants qui rejettent tous un ordre politique et social qui les condamne durablement à la misère et au chômage, à un avenir sans perspective. Ils dénoncent un pouvoir incapable de répondre à leurs aspirations économiques et sociales. Cette impuissance n'est pas propre à ce régime, aucun de ceux qui se sont succédé à la tête du pays n'ont su ou voulu répondre à cette attente. Ces frustrations se sont donc cristallisées sur la question du troisième mandat ? Mais en 2015, le niveau d'exigence a changé. Ces jeunes appartiennent à la génération post-Arusha. Là où la paix s'est faite au travers d'un large débat sur l'ensemble des réalités burundaises. Ouvert dans un premier temps entre les élites politiques, il s'est prolongé dans toutes les sphères du pays à Bujumbura et à l'intérieur. C'est aussi la génération de la communication, ils ont accompagné le développement des médias indépendants. Ils aspirent à la démocratie sans vraiment connu ce que cela signifie et la restriction croissante des libertés qui accompagne la campagne électorale les insupporte. En effet, voter est une conquête récente, un acte pris très au sérieux. Pour la deuxième fois seulement depuis l'indépendance, les électeurs étaient appelés à renouveler leurs élus arrivés au terme d'un mandat. En 2005, ils ont voté pour le CNDD-FDD pour que la paix soit établie. En 2010, ils ont reconduit le CNDD-FDD en l'absence d'autres candidats pour ne pas compromettre l'avenir du cadre constitutionnel. En 2015, entre autres insatisfactions, ces nouvelles générations urbaines et rurales, hutu comme tutsi, toutes obédiences politiques confondues ne pouvaient imaginer la reconduction d'un système de gouvernance autoritaire de parti unique de facto qui les dépossédait de toute capacité d'initiative et d'expression. Mais surtout qui ne pouvait concevoir l'alternance ou tout simplement un partage du pouvoir. Une situation similaire à celle qui prévalait pour leurs aînés. Telle est la double signification du cri de ralliement des manifestants « Je ne suis pas un esclave » repris d'une homélie de l'évêque de Gitega en décembre 2014. Une revendication éthique et politique totalement inaudible pour les dirigeants n'ont pas voulu entendre. Depuis la fin du second sommet de Dar es-Salaam, il n'y a plus de lieu de dialogue ni de médiation en cours. Comment sortir de ce blocage ? L'opposition campe sur ses positions alors que la reprise en main des quartiers par les forces de l'ordre se poursuit méthodiquement et de manière implacable.

Un nouveau calendrier électoral vient d'être proposé par une Commission électorale sans quorum et sans que les autorités ne s'engagent sur quelques principes comme la liberté et la sécurité des partis de l'opposition et sur l'autoriser la réouverture des médias indépendants sur laquelle tout le monde était pourtant convenu. Une surprise car la délégation burundaise au sommet avait reçu mandat de céder sur ce point lors des négociations, mais personne ne leur a demandé de faire cette concession. Elle n'était donc plus d'actualité lors de son retour ! Ce dossier est sans doute le plus symbolique car les médias publics et privés du Burundi, s'expriment frôlement en synergie, étaient donnés en exemple à toute la région et à l'extérieur du continent en raison de leur indépendance et de leur vitalité. La population des villes et des campagnes zappait, généralement sur des transistors de fortune, d'une émission à l'autre pour écouter et s'exprimer sur les ondes des radios qui donnaient la parole aux auditeurs en direct. Le silence est retombé lorsque les radios et télévisions privées ont été détruites les nuits des 13 et 14 mai. Hormis la radio officielle seules la BBC et la Voix de l'Amérique peuvent être écoutées en dehors de la capitale parce qu'elles émettent en onde nationale. Avec quelles conséquences ? On peut craindre d'un côté qu'en l'absence d'issue politique la prise brutale en main actuelle des quartiers insurgés ne débouche de la part des contestataires sur des actions coup de poing fortes et symboliques qui pourraient s'entendre aisément sur l'ensemble du pays sans grand risque pour les auteurs et difficiles à contrer par les autorités. Le pays pourrait alors être entraîné dans un engrenage aux conséquences imprévisibles alors qu'une demi-douzaine de communes de l'intérieur sont ouvertement entrées depuis quelques semaines en rébellion. Plus encore, les effectifs des candidats à l'exil ne cessent d'augmenter. Déjà un grand nombre de manifestants ont fui le pays par peur de la répression. Outre les militants de fraîche date figurent parmi eux de nombreux militaires et combattants démobilisés à la fin de la guerre civile, les militants des jeunes des partis de l'opposition, sans compter les policiers et militaires qui ont déserté depuis le début de la répression violente des manifestations et surtout après l'écueil du putsch du 13 mai. Là résident les germes de nouvelles rébellions qui

pourraient être plus déterminées encore que celles des années 1990 pour renverser un pouvoir engagé dans une direction autoritaire et qui, à leurs yeux, a transgressé le cadre constitutionnel dont il était le garant. Parallèlement, la mobilisation et l'intervention croissante des jeunes du parti CNDD-FDD, les Imbonerakure, mènent continuellement les tâches de campagne électorale et la neutralisation des opposants, ainsi que celle des « infiltrés ». Aujourd'hui, cette rhétorique de l'infiltration qui date de la fin de la guerre civile a repris à l'égard des Rwandais et de leurs relations prêtes à l'intérieur du pays accusés d'attiser les tensions et de soutenir l'insurrection. Ces groupes parviennent à des entraînements, disposent d'armes de poing, voire à feu, peuvent court-circuiter l'administration locale, la police et la justice et invoquer directement l'autorité de la direction du parti ou des services de la présidence. Ainsi, fréquemment, ils suppléent ou complètent l'action de maintien de l'ordre des forces de police ou même de l'armée comme lors de la traque des « assaillants » dans la province de Cibitoke en janvier 2015. Dans ce contexte, l'exacerbation des tensions politiques recouvre-t-elle comme on entend dire désormais les appartenances ethniques ? Non, par principe, car dans le Burundi à l'issue des accords de paix d'Arusha, il n'y a plus d'ennemi(s) interne(s). Dans les faits, ensuite, car l'armée « intégrée », toutes les coalitions politiques, les églises et les organisations de la société civile sont plurielles. En outre, car le CNDD-FDD est sans contestation possible, le parti qui a le plus d'adhérents, de cadres et de dirigeants tutsi. Enfin, parce que six semaines après le début d'un génocide qui bouleverse toutes les stratégies et alors que la paix est une nouvelle fois devenue un enjeu pour des politiciens subalternes, la grande majorité des Burundais fait preuve d'un incroyable sang-froid pour supporter les graves incidences de la crise sur leur vie quotidienne, pour affronter la peur, et surtout éviter que des crises irréversibles ne se produisent. Cette maturité et cette force sont à ce jour encore les plus fermes remparts contre les prophéties de malheur et la régression ethnique.